

Étude des crédits 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU **2^E** GROUPE D'OPPOSITION

Ministère du Travail, de l'Emploi
et de la Solidarité sociale



ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Demandes de renseignements du deuxième groupe d'opposition

Numéro	Renseignements particuliers 2022-2023
1	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par le ministère à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles il était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.
2	Estimation des dépenses budgétaires supplémentaires qui sont nécessaires pour que le Ministère puisse couvrir le même niveau de service que l'année précédente.
3	Argent neuf disponible pour de nouvelles initiatives 2021-2022 qui n'existaient pas en 2020-2021.
4	Nombre de postes ouverts et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.
5	Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant l'année 2021-2022 incluant, pour chacun de ces concours : - le nombre de postes offerts; - le nombre de postulants; - la date; - la nature (concours réservé ou non); - le taux de réussite; - la répartition par région administrative; - la date de la publication des résultats.
6	Combien de temps, d'argent et de ressources humaines ont été accordés à l'analyse de l'opportunité de mettre en place un « revenu minimum garanti » ou « Revenu de citoyenneté » ou autre mécanisme de versement d'une prestation financière universelle visant à combler des besoins de base plus étendus que l'aide de dernier recours actuellement en place?
9	Évolution du nombre de prestataires d'aide de dernier recours depuis l'an 2000? Ventiler par catégorie et région.
10	Évolution du nombre d'agents chargés du suivi des dossiers d'aide de dernier recours depuis l'an 2000?
11	Évolution du nombre d'avis de décision émis depuis l'an 2000? Ventiler par catégorie.
12	Évolution du nombre d'agents chargés de la révision des décisions contestées depuis l'an 2000?
13	Évolution du nombre d'avis de réclamation émis depuis l'an 2000?
14	Évolution du montant annuel récupéré à la suite d'un avis de réclamation depuis l'an 2000?
15	Évolution du coût administratif moyen du traitement d'un dossier d'aide de dernier recours depuis l'an 2000.
16	Évolution du nombre et pourcentage des décisions contestées renversées à la suite d'une révision administrative depuis l'an 2000? Par catégorie?
17	Évolution du nombre et pourcentage des décisions contestées qui ont été maintenues en révision administrative, mais renversées par le Tribunal administratif du Québec depuis l'an 2000?
18	Évolution du nombre d'appels au pouvoir discrétionnaire du ministre en vertu de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles depuis l'an 2000? Quel pourcentage de ces appels a fait l'objet d'une décision favorable?
19	Fournir l'Entente pour favoriser l'intégration et la francisation des personnes immigrantes conclue avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale en 2021-2022, la reddition de comptes détaillée au MIDI (2021-2022), détail des dépenses et résultats
25	Nombre de prestataires d'aide de dernier recours ayant suivi des coupures dans le cadre du Programme objectif emploi.
26	Liste des études et rapports concernant le financement des organismes communautaires en 2021-2022.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Demandes de renseignements du deuxième groupe d'opposition

Numéro	Renseignements particuliers 2022-2023
27	Liste des études et rapports concernant la problématique de l'itinérance en 2021-2022.
28	Dans les investissements à l'action communautaire autonome, quels montants (en chiffres et en pourcentage) ont été investis dans des projets vs à la mission. Ventiler par année depuis 2018.
29	Le nombre de demandes de changement de la mention de sexe reçues par le Directeur de l'État civil entre le 1 ^{er} janvier et le 21 octobre 2021, ventiler : - A) pour des demandeurs de 18ans ou plus; - B) pour des demandeurs de moins de 14 ans; - C) pour des demandeurs de 14 à 17 ans
30	Le nombre de demandes de changement de la mention de sexe reçues par le Directeur de l'État civil depuis le 22 octobre 2021, ventiler : - A) pour des demandeurs de 18 ans ou plus; - B) pour des demandeurs de moins de 14 ans; - C) pour des demandeurs de 14 à 17 ans
31	Détailler les sommes annoncées par le Plan d'action gouvernemental en action communautaire (PAGAC), en précisant les montants prévus selon les programmes des ministères et organismes gouvernementaux et selon les modes de financement (mission globale, projets et ententes de service ou spécifiques).
32	Combien d'argent est investi dans la campagne de promotion des métiers de la petite enfance? Détailler l'utilisation des sommes investies.
33	Quels projets, mesures, politiques ou programmes ont fait l'objet d'une analyse différenciée des sexes (ADS)?
Transférée par le ministère de la Famille	
27	Combien de personnes se sont inscrites au programme COUD en petite enfance? Ventilez par région administrative.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Volet Emploi et Solidarité sociale

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Questions dont les réponses seront transmises par un autre ministère ou organisme

7. Quels montants ont été dépensés dans le cadre des bourses Perspective ? Détailler par programme, nombre de bourses et par établissement. **(Ministère de l'Enseignement Supérieur)**
20. Nombre d'équivalents temps plein pour le service d'inspection de la CNESST, ventilation des heures de travail et dépenses affectées aux inspections reliées à la Covid-19 ainsi que de celles reliées aux opérations habituelles. **(CNESST)**
21. Liste des sanctions données par la CNESST pour non-respect des directives des santé-sécurité au travail liées à la pandémie de Covid-19 **(CNESST)**
22. Les sommes accordées à la CNESST, ventilées par mois, région et type de milieu de travail, pour 2020-2021 et pour 2021-2022:
 - a. Pour des inspections des inspections en milieu de travail liées au respect des mesures sanitaires requises par la COVID-19.
 - b. Pour tout groupe de travail ou mandat concernant la ventilation et la qualité de l'air en milieu de travail. **(CNESST)**
23. Le nombre d'employés (équivalents temps plein) de la CNESST mobilisés à des projets ou à de la surveillance en lien avec la ventilation et la qualité de l'air en milieu de travail, ventilé par mois, région et type de milieu de travail, pour 2019-2020, 2020-2021 ET 2021-2022, avec descriptif sommaire des mandats effectués. **(CNESST)**
24. Fournir les dépenses entraînées par l'adoption du projet de loi 59 ayant réformé la LSST et la LATMP. **(CNESST)**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-01

Titre :

Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par le ministère à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles il était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.

Exposé et statistiques :

Aucune somme versée.

SOURCE : Direction des affaires juridiques
COLLABORATION :
DATE : 2022-03-09

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-2

Titre :

Estimation des dépenses budgétaires supplémentaires qui sont nécessaires pour que le Ministère puisse couvrir le même niveau de service que l'année précédente.

Exposé et statistiques :

Les dépenses supplémentaires du Ministère pour couvrir le même niveau de service que l'année précédente concernent principalement les dépenses liées aux nouvelles réalités de la pandémie de la COVID-19. Plus particulièrement, la mise en place d'une infrastructure informatique, matérielle et téléphonique a été nécessaire pour l'application des mesures sanitaires.

Dépenses relativement à la COVID-19	Dépenses prévues 2021-2022
	(en \$)
Rémunération	1 402 967
Fonctionnement	
Agents de sécurité – application des mesures sanitaires	220 000
Achat fournitures, équipements et entretien	43 545
Téléphonie	1 300 031
Messagerie et courrier	8 000
Coûts de déploiement pour le télétravail (jetons virtuels, portables)	314 200
Autres	181 500
Total fonctionnement	2 067 276
TOTAL	3 470 243

SOURCE : DGRFC-SEB

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2022-03-17

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-03

Titre :

Argent neuf disponible pour de nouvelles initiatives 2021-2022 qui n'existaient pas en 2020-2021.

Exposé et statistiques :**Exercice financier 2021-2022**

De nouvelles mesures ont été annoncées dans Le point sur la situation économique et financière du Québec de novembre 2021 afin de :

- Accroître la main-d'œuvre dans le secteur de la santé et des services sociaux : 37,5 M\$ sur 5 ans à compter de 2021-2022, dont 32,7 M\$ en crédits additionnels;
- Accroître la main d'œuvre dans le secteur de l'éducation : 5,7 M\$ sur 4 ans à compter de 2022-2023 (totalement autofinancé);
- Accroître la main d'œuvre dans les services de gardes éducatifs à l'enfance : 164,6 M\$ sur 5 ans à compter de 2021-2022 dont 115,1 M\$ en crédits additionnels;
- Accroître la main d'œuvre en génie et en technologie de l'information : 315,4 M\$ sur 5 ans à compter de 2021-2022 dont 202,9 M\$ en crédits additionnels;
- Accroître la main d'œuvre dans le secteur de la construction : 96,2 M\$ sur 5 ans à compter de 2021-2022 dont 70,2 M\$ de crédits additionnels;
- Moderniser le droit de la famille (Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation) : 11,1 M\$ sur 5 ans à compter de 2021-2022 en crédits additionnels.

De nouvelles mesures ont été annoncées dans le Plan budgétaire présenté le 25 mars 2021 afin de :

- Bonifier les montants de prestations spéciales de santé aux programmes d'assistance sociale : 17,6 M\$ sur 5 ans à compter de 2021-2021 pour majorer de 20 % les prestations spéciales visées au 1^{er} janvier 2022, ce qui permettra de rajuster les montants à leur valeur réelle de 2006, et pour indexer ces montants annuellement à partir du 1^{er} janvier 2023 (crédits additionnels);
- Majorer la prestation spéciale pour l'achat de préparations lactées dans le but de permettre le maintien de ce produit à un prix réduit pour les prestataires d'assistance sociale : 0,9 M\$ sur 5 ans (crédits additionnels);
- Augmenter le soutien à certains organismes communautaires pour leur permettre de maintenir ou d'accroître leurs services dans un contexte post-pandémie : aide ponctuelle de 13,2 M\$ en 2021-2022 (crédits additionnels visant plusieurs ministères et organismes);
- Assurer un financement stable des carrefours jeunesse-emploi qui recevront une partie de leur financement en soutien à la mission globale pour couvrir leurs frais de fonctionnement via le Programme de soutiens aux carrefours jeunesse-emploi : 50,9 M\$ pour la période de 2021-2022 à 2023-2024 (crédits additionnels);
- Bonifier et promouvoir la mesure de formation de la formation de la main-d'œuvre pour les organismes communautaires afin que ces derniers n'aient maintenant que 15 % des frais admissibles de formation à assumer : 6,0 M\$ dont 2,0 M\$ autofinancé en 2021-2022 (par le FDMT) et 4,0 M\$ de crédits additionnels à compter de 2022-2023;
- Former rapidement une main-d'œuvre qualifiée en technologie de l'information (TI) : 18,8 M\$ sur 2 ans (crédits additionnels) pour la création d'un nouveau volet du Programme de formation de courte durée privilégiant les stages dans les professions priorisées par la Commission des partenaires du marché du travail (COUD) qui sera consacré exclusivement à des projets de rehaussement des compétences des travailleurs en TI et de requalification de la main-d'œuvre vers des emplois en TI;

- Former davantage d’éducatrices à la petite enfance par l’ajout au programme COUD d’un volet réservé aux projets liés à la formation d’éducatrices qualifiées: 45,0 M\$ dont 15,0 M\$ sur 2 ans de crédits additionnels et 30,0 M\$ autofinancé par le FDRCMO;
- Soutenir les jeunes ni aux études, ni en emploi, ni en formation dans leur démarche d’intégration au marché du travail : 47,4 M\$ dont 16,0 M\$ autofinancé par le FDMT en 2021-2022 et un financement additionnel de 31,4 M\$ en 2022-2023;
- Soutenir le développement de la main-d’œuvre et le recrutement en TI : 28,0 M\$ d’investissement, dont 8,0 M\$ en 2021-2022 autofinancé par le FDMT et des crédits additionnels de 20,0 M\$ en 2022-2023 pour prolonger et bonifier le soutien accordé aux entreprises ayant des besoins de main-d’œuvre en TI;
- Mettre en place le Programme pour la requalification et l’accompagnement en technologie de l’information et des communications : 39,6 M\$ d’investissement, dont 25,3 M\$ en 2021-2022 autofinancé par le FDMT et des crédits additionnels de 14,3 M\$ sur 2 ans à compter de 2022-2023;
- Accompagner les entreprises dans la réforme du Registraire des entreprises du Québec : investissement de 8,0 M\$ sur 5 ans à compter de 2021-2022.

SOURCE : DGRFC-SEB

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2022-03-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-04

Titre :

Nombre de postes ouverts et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.

Exposé et statistiques :

Le Ministère réussit à pourvoir l'ensemble des emplois disponibles pour chacune des catégories d'emploi qui le compose. Cependant, ces emplois peuvent faire l'objet de plus d'un affichage avant que l'emploi soit pourvu. Le délai nécessaire pour pourvoir les emplois peut varier selon le contexte du marché du travail.

SOURCE : Direction générale des ressources humaines
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 2022-03-15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-05

Titre :

Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant l'année 2021-2022 incluant, pour chacun de ces concours :

- le nombre de postes offerts;
- le nombre de postulants;
- la date;
- la nature (concours réservé ou non);
- le taux de réussite;
- la répartition par région administrative;
- la date de la publication des résultats.

Exposé et statistiques :

Agent d'aide socio-économique

Processus de qualification 21410RS07000003

Cohortes dont le déroulement du processus de qualification était finalisé au 28 février 2022¹

	Cohorte 5	Cohorte 6	Cohorte 7	Cohorte 8	Total
Date de la publication des résultats	2021-10-28	2021-11-17	2021-11-17	2021-11-25	-
Nombre de candidats inscrits	1 634	1 633	967	1 974	6 208
Nombre de candidats admis	1 162	1 162	638	1 394	4 356
Nombre de candidats présents à la séance d'examen	215	215	94	267	791
Nombre de candidats qualifiés ²	256	256	144	312	968
Taux de succès	-	-	-	-	-
Nombre de placements	n/d	n/d	n/d	n/d	n/d

¹Données extraites du système Emploi en ligne en date du 28 février 2022.

² Le nombre de personnes qualifiées est plus grand que le nombre de personnes présentes à la séance d'examen en raison d'un très grand nombre de transfert de résultats venant d'autres processus.

Portrait des cohortes 5-6-7 et 8 par région administrative

Région administrative	Inscrits	Admis	Présent ¹	Succès
01 Bas Saint-Laurent	117	88	n/d	13
02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	149	105	n/d	20
03 Capitale-Nationale	1 262	880	n/d	208
04 Mauricie	164	136	n/d	26
05 Estrie	178	120	n/d	19
06 Montréal	1 879	1 244	n/d	265
07 Outaouais	221	157	n/d	28
08 Abitibi-Témiscamingue	70	50	n/d	7
09 Côte-Nord	41	28	n/d	7
10 Nord-du-Québec	10	10	n/d	2
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	87	57	n/d	13
12 Chaudière-Appalaches	223	163	n/d	42
13 Laval	338	246	n/d	56
14 Lanaudière	231	176	n/d	46
15 Laurentides	305	225	n/d	45
16 Montérégie	754	555	n/d	147
17 Centre-du-Québec	131	88	n/d	26
99 Hors Québec	48	28	n/d	4
Total	6 208	4 356	n/d	974

¹ Puisque les examens sont maintenant effectués en ligne, la donnée concernant les personnes présentes par région n'est plus disponible.

Médiateur-conciliateur

En 2021-2022, deux nouvelles cohortes ont été inscrites dans la banque.

Processus de qualification 15001RS07000005

	Cohorte 1	Cohorte 2
Date de la publication des résultats	2021-05-08	2021-06-29
Nombre de candidats inscrits	442	293
Nombre de candidats admis	14	25
Nombre de candidats présents à la séance d'examen	9	12
Nombre de candidats qualifiés	5	7
Taux de succès	56 %	58 %
Nombre de placements	3	1

Processus de qualification 15001RS07000006

Date de la publication des résultats	2021-12-20
Nombre de candidats inscrits	367
Nombre de candidats admis	26
Nombre de candidats présents à la séance d'examen	15
Nombre de candidats qualifiés	11
Taux de succès	73 %
Nombre de placements	1

SOURCE : Direction générale des ressources humaines
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 2022-03-04

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-06

Titre :

Combien de temps, d'argent et de ressources humaines ont été accordés à l'analyse de l'opportunité de mettre en place un « revenu minimum garanti » ou « Revenu de citoyenneté » ou autre mécanisme de versement d'une prestation financière universelle visant à combler des besoins de base plus étendus que l'aide de dernier recours actuellement en place ?

Exposé et statistiques :

- Aucune ressource n'a été accordée en 2021-2022 à l'analyse de l'opportunité de mettre en place un « revenu minimum garanti » ou « Revenu de citoyenneté » ou autre mécanisme de versement d'une prestation financière universelle visant à combler des besoins de base plus étendus que l'aide de dernier recours actuellement en place.
- Toutefois, les travaux se poursuivent en prévision de la mise en œuvre dès 2023 du Programme de revenu de base, tel que prévu au Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023.

SOURCE : Direction de la recherche (DGGAP)

COLLABORATION : SSSAP-DPAS

VALIDATION :

DATE : 2 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-09

Titre :
Évolution du nombre de prestataires d'aide de dernier recours depuis l'an 2000? Ventiler par catégorie et région.

Exposé et statistiques :

La réponse est présentée en annexe.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
DATE : 21 mars 2022

Annexe RP-09

Évolution du nombre d'adultes prestataires des programmes d'assistance sociale selon le programme et la région
- avril 2021 à janvier 2022 -

Total Assistance sociale																			Ensemble du Québec
	01 - Bas-Saint-Laurent	02 - Saguenay - Lac-St-Jean	03 - Capitale-Nationale	04 - Mauricie	05 - Estrie	06 - Île-de-Montréal	07 - Outaouais	08 - Abitibi-Témiscamingue	09 - Côte-Nord	10 - Nord-du-Québec	11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	12 - Chaudières-Appalaches	13 - Laval	14 - Lanaudière	15 - Laurentides	16 - Montérégie	17 - Centre-du-Québec	Central ¹	
avril 2021	6 080	8 247	15 975	11 705	11 110	77 356	12 536	3 866	2 027	958	3 402	8 163	9 120	12 807	15 119	37 180	7 900	7 776	251 327
mai 2021	6 041	8 188	15 910	11 584	11 026	76 581	12 442	3 832	2 018	951	3 368	8 138	9 066	12 666	14 993	36 874	7 863	7 776	249 317
juin 2021	6 011	8 099	15 787	11 489	10 973	75 654	12 323	3 793	1 991	936	3 333	8 090	9 029	12 506	14 842	36 587	7 782	7 788	247 013
juillet 2021	5 962	8 016	15 642	11 395	10 907	74 782	12 259	3 766	1 963	922	3 309	8 031	8 980	12 402	14 755	36 268	7 718	7 778	244 855
août 2021	5 910	7 958	15 600	11 334	10 805	73 733	12 220	3 735	1 949	914	3 260	7 956	8 906	12 277	14 613	36 038	7 669	7 781	242 658
septembre 2021	5 847	7 850	15 490	11 240	10 771	72 901	12 141	3 712	1 928	905	3 242	7 913	8 817	12 149	14 567	35 771	7 628	7 802	240 674
octobre 2021	5 840	7 831	15 530	11 210	10 741	72 747	12 143	3 726	1 914	911	3 241	7 916	8 780	12 119	14 508	35 700	7 671	6 394	238 922
novembre 2021	5 911	7 897	15 704	11 305	10 839	73 473	12 267	3 769	1 943	914	3 343	8 036	8 884	12 196	14 664	35 963	7 762	6 903	241 773
décembre 2021	5 963	7 931	15 870	11 409	10 923	74 660	12 389	3 793	1 967	925	3 404	8 113	8 951	12 261	14 758	36 343	7 885	7 329	244 874
janvier 2022	6 043	7 998	15 970	11 429	11 021	76 503	12 520	3 837	1 977	934	3 447	8 226	9 038	12 368	14 842	36 628	7 956	7 480	248 217

Programme objectif emploi																			
	01 - Bas-Saint-Laurent	02 - Saguenay - Lac-St-Jean	03 - Capitale-Nationale	04 - Mauricie	05 - Estrie	06 - Île-de-Montréal	07 - Outaouais	08 - Abitibi-Témiscamingue	09 - Côte-Nord	10 - Nord-du-Québec	11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	12 - Chaudières-Appalaches	13 - Laval	14 - Lanaudière	15 - Laurentides	16 - Montérégie	17 - Centre-du-Québec	Ensemble du Québec	
avril 2021	57	86	286	201	232	1 131	256	55	22	7	41	69	147	188	187	540	138	3 643	
mai 2021	57	84	274	188	222	1 083	242	52	22	6	35	67	151	188	163	507	136	3 477	
juin 2021	49	83	270	178	206	1 028	233	45	20	5	33	71	149	188	160	480	138	3 336	
juillet 2021	52	79	263	184	215	1 027	234	39	16	4	41	73	160	167	166	457	147	3 324	
août 2021	44	89	267	183	207	972	233	43	13	4	37	76	163	155	166	454	143	3 249	
septembre 2021	33	86	265	173	199	975	247	47	8	5	43	82	151	149	178	463	147	3 251	
octobre 2021	38	80	273	178	192	1 022	259	45	12	8	41	84	148	159	167	486	151	3 343	
novembre 2021	46	87	309	186	200	1 201	283	48	17	8	49	98	177	172	206	517	149	3 753	
décembre 2021	64	90	352	199	207	1 334	316	51	19	6	54	113	203	184	226	594	174	4 186	
janvier 2022	76	104	367	206	249	1 402	352	57	24	6	65	127	224	195	255	654	183	4 546	

¹. La région « Central » regroupe les dossiers administrés centralement, c’est-à-dire la clientèle sous curatelle publique de même que les prestataires hébergés.

Programme d'aide sociale

	01 - Bas-Saint-Laurent	02 - Saguenay - Lac-St-Jean	03 - Capitale-Nationale	04 - Mauricie	05 - Estrie	06 - Île-de-Montréal	07 - Outaouais	08 - Abitibi-Témiscamingue	09 - Côte-Nord	10 - Nord-du-Québec	11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	12 - Chaudières-Appalaches	13 - Laval	14 - Lanaudière	15 - Laurentides	16 - Montérégie	17 - Centre-du-Québec	Central ¹	Ensemble du Québec
avril 2021	2 336	3 687	7 127	5 970	5 126	46 979	6 712	1 740	907	636	1 248	3 168	4 577	6 326	7 334	17 583	3 827	3	125 286
mai 2021	2 300	3 643	7 100	5 884	5 080	46 405	6 637	1 721	910	634	1 228	3 141	4 530	6 200	7 256	17 357	3 792	6	123 824
juin 2021	2 282	3 572	7 013	5 803	5 059	45 679	6 550	1 701	888	619	1 197	3 112	4 487	6 067	7 150	17 172	3 749	4	122 104
juillet 2021	2 249	3 512	6 914	5 729	4 996	44 933	6 466	1 689	867	609	1 179	3 069	4 445	5 987	7 105	16 970	3 698	6	120 423
août 2021	2 206	3 477	6 878	5 694	4 930	44 088	6 435	1 666	866	601	1 151	3 012	4 398	5 982	6 977	16 825	3 670	5	118 771
septembre 2021	2 173	3 404	6 806	5 615	4 911	43 382	6 352	1 639	854	592	1 147	2 978	4 345	5 780	6 901	16 630	3 634	7	117 150
octobre 2021	2 170	3 410	6 825	5 589	4 879	43 311	6 335	1 650	839	592	1 147	2 972	4 307	5 766	6 862	16 592	3 665	8	116 919
novembre 2021	2 246	3 480	6 997	5 710	4 981	43 949	6 470	1 691	858	595	1 228	3 073	4 405	5 859	7 007	16 868	3 760	3	119 180
décembre 2021	2 276	3 529	7 107	5 799	5 059	45 058	6 557	1 722	890	604	1 286	3 144	4 463	5 912	7 079	17 174	3 865	3	121 527
janvier 2022	2 325	3 586	7 215	5 825	5 129	46 846	6 634	1 761	903	610	1 308	3 219	4 520	6 003	7 122	17 375	3 919	10	124 310

Programme de solidarité sociale

	01 - Bas-Saint-Laurent	02 - Saguenay - Lac-St-Jean	03 - Capitale-Nationale	04 - Mauricie	05 - Estrie	06 - Île-de-Montréal	07 - Outaouais	08 - Abitibi-Témiscamingue	09 - Côte-Nord	10 - Nord-du-Québec	11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	12 - Chaudières-Appalaches	13 - Laval	14 - Lanaudière	15 - Laurentides	16 - Montérégie	17 - Centre-du-Québec	Central ¹	Ensemble du Québec
avril 2021	3 687	4 474	8 562	5 534	5 752	29 246	5 568	2 071	1 098	315	2 113	4 926	4 396	6 293	7 598	19 057	3 935	7 773	122 398
mai 2021	3 684	4 461	8 536	5 512	5 724	29 093	5 563	2 059	1 086	311	2 105	4 930	4 385	6 278	7 574	19 010	3 935	7 770	122 016
juin 2021	3 680	4 444	8 504	5 508	5 708	28 947	5 540	2 047	1 083	312	2 103	4 907	4 393	6 251	7 532	18 935	3 895	7 784	121 573
juillet 2021	3 661	4 425	8 465	5 482	5 696	28 822	5 559	2 038	1 080	309	2 089	4 889	4 375	6 248	7 484	18 841	3 873	7 772	121 108
août 2021	3 660	4 392	8 455	5 457	5 668	28 673	5 552	2 026	1 070	309	2 072	4 868	4 345	6 230	7 470	18 759	3 856	7 776	120 638
septembre 2021	3 641	4 360	8 419	5 452	5 661	28 544	5 542	2 026	1 066	308	2 052	4 853	4 321	6 220	7 488	18 678	3 847	7 795	120 273
octobre 2021	3 632	4 341	8 432	5 443	5 670	28 414	5 549	2 031	1 063	311	2 053	4 860	4 325	6 194	7 479	18 622	3 855	6 386	118 660
novembre 2021	3 619	4 330	8 398	5 409	5 658	28 323	5 514	2 030	1 068	311	2 066	4 865	4 302	6 165	7 451	18 578	3 853	6 900	118 840
décembre 2021	3 623	4 312	8 411	5 411	5 657	28 268	5 516	2 020	1 058	315	2 064	4 856	4 285	6 165	7 453	18 575	3 846	7 326	119 161
janvier 2022	3 642	4 308	8 388	5 398	5 643	28 255	5 534	2 019	1 050	318	2 074	4 880	4 294	6 170	7 465	18 599	3 854	7 470	119 361

¹- La région « Central » regroupe les dossiers administrés centralement, c’est-à-dire la clientèle sous curatelle publique de même que les prestataires hébergés.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-10

Titre :

Évolution du nombre d'agents chargés du suivi des dossiers d'aide de dernier recours depuis l'an 2000 ?

Au 23 février 2022, on dénombre 1 064 agents d'aide socio-économique chargés du suivi des dossiers d'aide financière de dernier recours.

SOURCE : Direction générale des ressources humaines
COLLABORATION : Secteur des opérations
VALIDATION:
DATE : 2022-03-16

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-11

Titre :
Évolution du nombre d’avis de décision émis depuis l’an 2000? Ventiler par catégorie.

Exposé et statistiques :

Au 31 janvier 2022, 5 311 décisions en révision avaient été émises depuis le 1^{er} avril 2021.

DÉCISIONS EN RÉVISION EN 2021-2022	
Catégorie	Nombre total
Aide financière de dernier recours	4 078
Révision médicale	1 233
TOTAL	5 311

SOURCE : Direction générale des recours et de la qualité des services
Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle

COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

VALIDATION :

DATE : 14 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-12

Titre :

Évolution du nombre d'agents chargés de la révision des décisions contestées depuis l'an 2000 ?

Exposé et statistiques :

- Au 31 janvier 2022, 24,8 ETC avaient été utilisés pour la révision des décisions contestées depuis le 1^{er} avril 2021.

SOURCE :

Direction générale des recours et de la qualité des services
Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle

COLLABORATION :

DATE :

14 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-13

Titre :

Évolution du nombre d'avis de réclamation émis depuis l'an 2000 ?

Exposé et statistiques :

Le nombre d'avis de réclamation émis au regard de l'ensemble des créances du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour l'année 2021-2022 (au 28 février 2022) est de 90 449 réclamations.

SOURCE : Direction du Centre de recouvrement - SSGRI
COLLABORATION : Direction générale des opérations de Services Québec de l'Ouest
VALIDATION : SSGRI
DATE : 16 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-14

Titre :

Évolution du montant annuel récupéré à la suite d'un avis de réclamation depuis l'an 2000?

Exposé et statistiques :

Le montant récupéré à la suite d'un avis de réclamation au regard de l'ensemble des créances du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour l'année 2021-2022 (au 28 février 2022) est de 110,8 millions de dollars.

SOURCE : Direction du Centre de recouvrement - SSGRI

COLLABORATION :

VALIDATION : SSGRI

DATE : 16 mars 2022

2RP14_03-16_BSM.doc

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-15

Titre :

Évolution du coût administratif moyen du traitement d'un dossier d'aide de dernier recours depuis l'an 2000.

Exposé et statistiques :

Coût par demande des services de Solidarité sociale

Service	Coût par	2020-2021 (au 28 février)
Attribution initiale	Demande d'aide financière	501 \$
Gestion des dossiers actifs	Dossier actif	458 \$

SOURCE : DGRFC-SCRFI

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2022-03-15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-16

Titre :
Évolution du nombre et pourcentage des décisions contestées renversées à la suite d’une révision administrative depuis l’an 2000 ? Par catégorie ?

Exposé et statistiques :

- En 2021-2022, 19,2 % des motifs contestés en révision ont été accueillis par la révision.

	MOTIFS ¹ CONTESTÉS EN RÉVISION EN 2021-2022 ²		
Catégorie	Nombre de motif contestés	Nombre de motifs accueillis ³	Proportion de motifs accueillis en révision
Aide financière de dernier recours	4 810	458	9,5 %
Révision médicale	1 231	699	56,7 % ⁴
TOTAL	6 041	1 157	19,2 %

¹ Il peut y avoir plus d’un motif par décision de révision finalisée.

² Au 31 janvier 2022.

³ Les motifs accueillis présentés dans le tableau sont ceux qui l’ont été en totalité.

⁴ La condition médicale du client peut évoluer entre le moment du dépôt de sa demande de révision et le moment auquel le comité de révision évalue sa situation. Ainsi, durant cet intervalle, l’état de santé d’un client peut se dégrader et faire en sorte que l’étude de son dossier démontre maintenant une admissibilité sans équivoque à des contraintes sévères ou temporaires à l’emploi, alors que ce n’était pas le cas les mois précédents, où son état de santé était meilleur ou stable.

SOURCE : Direction générale des recours et de la qualité des services
Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle

COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

DATE : 14 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-17

Titre :

Évolution du nombre et pourcentage des décisions contestées qui ont été maintenues en révision administrative, mais renversées par le Tribunal administratif du Québec depuis l'an 2000 ?

Exposé et statistiques :

- En 2021-2022, une proportion de 11,1 % des motifs contestés au Tribunal administratif du Québec (TAQ) ont été accueillis par celui-ci.

MOTIFS ¹ CONTESTÉS AU TAQ EN 2021-2022 ²		
Nombre de motifs contestés	Nombre de motifs accueillis ³	Proportion de motifs accueillis par le TAQ
2 418	268	11,1 % ³

¹ Il peut y avoir plus d'un motif par décision contestée au TAQ.

² Au 31 janvier 2022.

³ Les motifs accueillis présentés dans le tableau sont ceux qui l'ont été en totalité.

SOURCE : Direction générale des recours et de la qualité des services
Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle

COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

VALIDATION :

DATE : 14 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-18

Titre : Évolution du nombre d'appels au pouvoir discrétionnaire du ministre en vertu de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles depuis l'an 2000 ? Quel pourcentage de ces appels a fait l'objet d'une décision favorable ?

Exposé et statistiques :				
Données générales pour 2021-2022 (du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022)				
Le nombre total de demandes reçues a été de 226. De ce nombre, il y eu :				
<ul style="list-style-type: none">186 demandes acceptées40 demandes refusées0 désistement.				
L'aide totale accordée fut de 556 524,19 \$, répartie en aide remboursable et en aide gratuite :				
<ul style="list-style-type: none">Aide remboursable : 61 780,67 \$Aide gratuite : 494 743,52 \$.				
Le montant moyen d'aide versée s'établit à 2 992 \$.				
Faits saillants pour 2021-2022				
Motifs invoqués pour l'obtention de prestations en vertu du pouvoir discrétionnaire	Nombre de demandes acceptées	Montant par catégorie (\$) ¹	Répartition par catégorie (%)*	Montant moyen accordé par catégorie (\$) ¹
Bien ou avoir liquide cédé	18	41 359	7,43	2 298
Composition familiale	1	1 111	0,20	1 111
Contribution parentale	0	0	0,00	0
Excédent de biens	2	7 491	1,35	3 745
Grève ou lock-out	0	0	0,00	0
Personne tenue de loger	18	21 204	3,81	1 178
Perte d'argent	1	776	0,14	776
Prestation spéciale	11	10 920	1,96	993
Prestation spéciale désintoxication	26	41 528	7,46	1 597
Prévenu tenu de loger	9	11 122	2,00	1 236
Revenu (incluant : antériorité du déficit, saisie, etc.)	0	0	0,00	0
Sans statut légal	86	307 716	55,29	3 578
Travailleur autonome	0	0	0,00	0
Valeur de résidence	14	113 297	20,36	8 092
Refus de faire valoir un droit	0	0	0,00	0
TOTAL	186	556 524	100 %	2 992
* Pourcentage du montant total accordé. Les personnes seules ou les familles aidées en vertu du pouvoir discrétionnaire sont inadmissibles selon les règles régulières d'attribution d'une aide financière de dernier recours. 1) Les sommes versées comprennent également l'aide financière accordée en prolongation pour 107 demandes (mois suivant l'acceptation à la suite de l'évaluation ou de la réévaluation d'une demande).				

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE :

Direction du soutien à l'application des normes d'assistance sociale
Direction des politiques d'assistance sociale

3 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-19

Titre :

Fournir l'Entente pour favoriser l'intégration et la francisation des personnes immigrantes conclut avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale en 2021-2022, la reddition de comptes détaillée au MIDI (2021-2022), détail des dépenses et résultats.

Exposé et statistiques :

L'Entente pour favoriser l'intégration et la francisation des personnes immigrantes entre le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) détermine les obligations et les responsabilités du MTESS contribuant à l'intégration des personnes immigrantes, conformément aux lois dont il est responsable. Elle définit les dépenses admissibles, soit celles liées au soutien financier pour tous les services d'intégration des immigrants en matière de mesures d'emploi et de formation ainsi que les frais de subsistance versés aux personnes réfugiées admissibles.

L'Entente accorde un montant de 75 M\$ au MTESS en 2021-2022.

Les dépenses des services publics d'emploi imputées à cette entente en 2020-2021 sont de 73,9 M\$.

SOURCE : Direction de la planification et de la reddition de comptes

DATE : 2 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-25

Titre :

Nombre de prestataires d'aide de dernier recours ayant subi des coupures dans le cadre du Programme objectif emploi.

Exposé et statistiques :

Le nombre de prestataires d'aide de dernier recours ayant subi des coupures dans le cadre du Programme objectif emploi en 2021-2022 est de 0.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

VALIDATION :

DATE : 22 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-26

Titre :

Liste des études et rapports concernant le financement des organismes communautaires en 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Il n'y a eu aucune étude sur le financement des organismes communautaires produite ou financée par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale en 2021-2022.

L'État de situation du soutien financier gouvernemental en action communautaire 2019-2020 a été mis en ligne le 21 juin 2021 :

https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/SACAIS_etat_situation.pdf.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

COLLABORATION : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales

VALIDATION :

DATE : 24 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-27

Titre :

Liste des études et rapports concernant la problématique de l'itinérance en 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Aucune étude et aucun rapport concernant la problématique de l'itinérance n'ont été réalisés en 2021-2022.

SOURCE : Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire
COLLABORATION : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire
Direction des politiques d'assistance sociale,
Direction du soutien à l'application des normes d'assistance sociale
Direction des politiques d'emploi et des stratégies
Direction de la recherche
VALIDATION :
DATE : 24 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-28

Titre :

Dans les investissements à l'action communautaire autonome, quels montants (en chiffres et en pourcentage) ont été investis pour des projets vs à la mission. Ventiler par année depuis 2018.

Exposé et statistiques :

- L'état de situation du soutien financier gouvernemental en action communautaire est produit chaque année; celui de l'année 2020-2021 est en cours d'élaboration. Les données 2020-2021 ne sont donc pas actuellement disponibles.

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 17 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-29

Titre :

Le nombre de demandes de changement de la mention de sexe reçu par le Directeur de l'État civil entre le 1^{er} janvier et le 21 octobre 2021, ventilée :

- a. Pour des demandeurs de 18 ans ou plus
- b. Pour des demandeurs de moins de 14 ans
- c. Pour des demandeurs de 14 à 17 ans

Exposé et statistiques :

Le nombre de demandes de changement de la mention du sexe reçu par le Directeur de l'État civil entre le 1^{er} janvier et le 21 octobre 2021, ventilé :

- a. Pour des demandeurs de 18 ans ou plus : **476**
- b. Pour des demandeurs de moins de 14 ans : **20**
- c. Pour des demandeurs de 14 à 17 ans : **116**

SOURCE : Secteur des registres de l'État – Directeur de l'état civil
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2022-03-18

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-30

Titre :

Le nombre de demandes de changement de la mention de sexe reçu par le Directeur de l'État civil depuis le 22 octobre 2021, ventilée :

- a. Pour des demandeurs de 18 ans ou plus
- b. Pour des demandeurs de moins de 14 ans
- c. Pour des demandeurs de 14 à 17 ans

Exposé et statistiques :

Le nombre de demandes de changement de la mention de sexe reçu par le Directeur de l'État civil du 22 octobre 2021 au 28 février 2022, ventilée :

- a. Pour des demandeurs de 18 ans ou plus : **246**
- b. Pour des demandeurs de moins de 14 ans : **24**
- c. Pour des demandeurs de 14 à 17 ans : **66**

SOURCE : Secteur des registres de l'État – Directeur de l'état civil

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2022-03-18

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-31

Titre :

Détailler les sommes annoncées par le Plan d'action gouvernemental en action communautaire (PAGAC), en précisant les montants prévus selon les programmes des ministères et organismes gouvernementaux et selon les modes de financement (mission globale, projets et ententes de service ou spécifiques).

Exposé et statistiques :

- Aucune somme n'a été annoncée par le Plan d'action gouvernemental en action communautaire en 2021-2022.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 18 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-32

Titre :

Combien d'argent est investi dans la campagne de promotion des métiers de la petite enfance?
Détaillez l'utilisation des sommes investies.

Exposé et statistiques :

Le ministère de la Famille est responsable des activités de promotion du métier d'éducateur et d'éducatrice en petite enfance.

SOURCE : BSM
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 8 avril 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-33

Titre :

Quels projets, mesures, politiques ou programmes ont fait l'objet d'une analyse différenciée des sexes (ADS) ?

Exposé et statistiques :

En 2021-2022, aucune étude ou analyse différenciée selon les sexes formelle n'a été réalisée.

SOURCE : Secteur du travail

COLLABORATION : SEQ-DPES ; SSSAP/DPLPAC; SPGO

VALIDATION :

DATE : 2022-03-16

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-27 (Transférée par le ministère de la Famille)

Titre :

Combien de personnes se sont inscrites au programme COUD en petite enfance? Ventilez par région administrative.

Exposé et statistiques :

Nombre de personnes distinctes inscrites au programme de formations de courte durée privilégiant les stages dans les métiers priorisés par la CPMT, par région, au 30 mars 2022.

RÉGION	AUTOMNE 2021	HIVER 2022
01 - Bas-St-Laurent	10	11
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	27	22
03 - Capitale-Nationale (Québec)	15	23
04 - Mauricie	1	16
05 - Estrie	26	19
06 - Montréal	27	31
07 - Outaouais	12	10
08 - Abitibi-Témiscamingue	5	14
09 - Côte-Nord	2	10
10 - Nord-Du-Québec	1	1
11 - Gaspésie–Îles-De-La-Madeleine	10	6
12 - Chaudière-Appalaches	6	8
13 - Laval	12	11
14 - Lanaudière	8	14
15 - Laurentides	23	18
16 - Montérégie	49	42
17 - Centre-Du-Québec	12	14
Total	246	270

Les données pour la cohorte du printemps 2022 ne sont pas encore connues.

SOURCE : Secteur Emploi-Québec
COLLABORATION : SO
VALIDATION : Direction du développement de la main-d’œuvre
DATE : 5 avril 2022